

La décroissance doit-elle s'engager en politique électorale ?

La Décroissance n°29 - décembre 2005

dimanche 18 décembre 2005, par [Bruno](#)

Un [Parti de la décroissance](#) s'est créé en octobre dernier à Lyon, avec pour objectif de présenter le plus possible de candidats lors des législatives de 2007. Une initiative qui fait débat au sein du mouvement, et dont le bimestriel *La décroissance* se fait naturellement l'écho. Après une tribune dans laquelle Vincent Cheynet et Serge Latouche tentent de répondre à la question « la décroissance est-elle de droite ou de gauche » [1], quatre militants donnent leur avis sur l'intérêt et les pièges d'un engagement sur la scène politique. Michel Bernard (fondateur du mensuel *Silence*), Bruno Clémentin (co-fondateur de *Casseurs de pub*), Simon Charbonneau (professeur de droit) et Paul Ariès (politologue).

Selon Michel Bernard, « *il ne faut pas s'interdire l'expérience électorale* », mais en s'appliquant à soi-même la logique de décroissance : privilégier le travail local, accepter la diversité des opinions et s'appuyer sur un mouvement social fort. Bruno Clémentin revient sur l'expérience ratée des Verts au sein de la gauche plurielle, et assure que « *le politique doit faire, la société doit dire* » sans mélanger les deux, sinon on en arrive à un soutien inconditionnel qui tétanise les revendications. Simon Charbonneau, lui, rejette l'idée d'une « écologie politique » et privilégie l'action militante dans laquelle « *il y a moins d'enjeux de pouvoir* ». Paul Ariès constate pour sa part que si des mouvements sociaux se développent, il n'y a pas de traduction politique de ces aspirations. Or, les changements sociaux passent aussi par la loi, comme le prouve *a contrario* la déréglementation massive à l'œuvre en ce moment.

Notes

[1] On retrouve la même problématique qui a traversé le mouvement écologiste dans les années 80, et qui avait débouché sur la création des Verts et l'isolement d'Antoine Waechter